

# BULLETIN D'INFORMATION SUR LA POPULATION DE MADAGASCAR



Numéro 16 – Mai 2006

---

## « Compter les hommes : les recensements généraux de population »

*Le recensement de la population vise trois objectifs principaux : connaître l'effectif de la population au niveau national mais aussi à chaque niveau administratif (région, préfecture, canton, commune), connaître la composition démographique et professionnelle de la population, connaître les caractéristiques de l'habitat. Encore aujourd'hui, le nombre des hommes est un sujet politique de première importance, comme le démontre l'exemple récent du recensement nigérian.*

Les Etats ont toujours eu besoin de connaître le nombre de leur population et les caractéristiques de celle-ci, que ce soit pour relever l'impôt, connaître le nombre d'hommes mobilisables pour l'armée, ou, comme aujourd'hui, pour mettre en place des politiques et des programmes de développement ou de planification au niveau national, régional, local. Les dénombrements de la population sont des pratiques très anciennes, que l'on observe déjà dans les empires romains et chinois de l'Antiquité. Ces formes de recensements avaient deux objectifs principaux : connaître le nombre d'hommes « imposables » soit pour les systèmes de corvées, ou pour l'impôt, connaître le nombre d'hommes en âge de se battre. Souvent les femmes et les enfants n'étaient pas inclus dans les dénombrements.

Aux XVIIe et XVIIIe siècles, en France et en Angleterre, les Etats cherchent à connaître le nombre total de la population de leur territoire. La réalisation de recensements généraux leur paraît trop coûteuse et trop difficile à mettre en place dans des contextes où les recensements sont encore perçus par la population comme un moyen de percevoir l'impôt. Plusieurs arithméticiens de l'époque se baseront alors sur la technique du multiplicateur comme moyen d'estimer la population totale du pays. Le multiplicateur consiste à appliquer un rapport connu (le nombre de naissances pour un nombre d'individus par exemple) sur un territoire précis

à l'ensemble du pays. Par exemple, Jean-Baptiste Moheau (1745-1794) conclut à un rapport de 1 naissance pour 25 habitants en France aux XVIIe et XVIIIe siècles. Connaissant le nombre de naissances annuelles (enregistrées dans les paroisses), il estime la population française à 18 millions en 1715, résultat proche de celui trouvé par les historiens démographes du XXe siècle (21,5 millions). La technique du multiplicateur sera fréquemment utilisée en France, en Angleterre, mais aussi dans des travaux sur la Chine, avec néanmoins des variations dans les variables utilisées pour estimer la population.

Le recensement général vise quant à lui à connaître non seulement le nombre des hommes mais aussi la structure de la population et ses caractéristiques essentielles à une date donnée. Il dépasse le simple objectif de dénombrement de la population.

Le premier recensement moderne apparaît en 1666 dans les provinces de la Nouvelle-France (Canada), alors colonie française. Il est mené par l'intendant Jean Talon, qui, selon la légende, participa lui-même au recensement, allant de ménage en ménage recueillir les informations. Trois millions deux cents quinze mille habitants furent ainsi dénombrés dans la colonie. Les informations du recensement portaient alors sur l'âge, le sexe, l'état matrimonial et la profession. L'objectif du recensement visait le montant des

impôts, le recrutement dans l'armée et l'évaluation des ressources. Dans ceux qui suivirent, les objectifs étaient alors de connaître les caractéristiques du parc de logement et des armes (nombre d'épées et de fusils possédés par les propriétaires de logement). Ensuite, on ajouta des questions sur le bétail, les récoltes, les bâtiments, les églises, les moulins, les armes à feu, les appartenances religieuses et ethniques.

En Afrique subsaharienne, les recensements de population apparaissent bien souvent pendant la période coloniale. A Madagascar, Galliéni organise le premier recensement de la population en 1900. La population de la Grande Ile est alors estimée à 2 100 000 individus. Ensuite, des opérations de dénombrement sont menées tous les ans.

A l'Indépendance, on observe un appui fort de la coopération internationale pour le développement de la collecte d'informations démographiques et statistiques sur la population. Cela passe notamment par la formation de cadres aux techniques d'enquêtes et d'analyse de données. Entre le milieu des années 1950 et le milieu des années 1960, la collecte statistique en Afrique subsaharienne francophone sera de très bonne qualité. A la fin des années 1990, on observe une diversité importante des pays au niveau du nombre de recensements menés. Certains n'en n'ont menés qu'un seul, d'autres en sont à leur troisième recensement. Madagascar n'a quant à lui effectué que deux recensements généraux depuis son Indépendance, le premier en 1975 et le second en 1993.

Les recensements actuels portent généralement une grande attention aux caractéristiques de l'habitat. En effet, le logement constitue l'unité de référence pour le recensement des individus. Chaque unité de résidence doit remplir une fiche où sont recensés tous les individus habitant dans le logement selon leur lien de parenté avec la personne déclarée chef de ménage. On parle donc souvent de Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Toutefois, il est possible de s'intéresser à d'autres questions. Ainsi, en Afrique Sub-saharienne, on pose aussi des questions sur la fécondité et la mortalité, en vue de pouvoir estimer la croissance démographique de la population, d'effectuer des projections etc. La scolarisation est aussi un thème fréquem-

### **Les enjeux politiques des recensements**

Le dernier recensement en Afrique subsaharienne a eu lieu au Nigéria en mars 2006. Il est un bon exemple des enjeux politiques qui peuvent coexister à la réalisation des recensements. Au Nigéria, la vie politique est marquée par un fort régionalisme. La représentation au sein des institutions politiques, ainsi que l'allocation des ressources dépendent du nombre des hommes dans chaque région. Une opération apparemment simple de comptage statistique prend alors des tournures politiques, conduisant à des manipulations de chiffres, des fraudes etc. Ainsi, les divers recensements menés au Nigéria ont souvent été considérés comme peu représentatifs de la situation réelle du pays.

L'Irlande du Nord est un autre exemple de l'utilisation du recensement à des fins politiques. Les partis, et notamment celui militant pour l'union de l'Irlande (Sinn Fein), attendaient avec impatience les résultats par catégories religieuses, ou le nombre de catholiques et de protestants. Militant désormais en faveur d'un référendum sur l'avenir de l'Irlande du Nord, le nombre de catholiques et de protestants (en âge de voter notamment) déterminait le sort futur de la région.

Les recensements en Afrique du Sud ont été jusqu'à la fin de l'Apartheid un moyen de contrôler les minorités. L'Afrique du Sud mène des recensements réguliers depuis le début du XXIème siècle. Les populations étaient tenues de se déclarer selon des critères raciaux : noirs, métis, indiens, blancs. Durant l'Apartheid, les populations noires, indiennes et métis vivant dans les « homelands » n'étaient pas recensées, par volonté politique, conduisant ainsi à une ignorance totale de leurs conditions de vie. Ainsi, respectivement 20%, 21% et 17% de la population noire n'auraient pas ainsi été enregistrées dans les recensements de 1980, 1985 et 1991. De nos jours encore dans ce pays, on ne connaît pas le nombre d'habitants de Soweto, un des plus grands bidonvilles du monde.

ment abordé, et plus ou moins développé selon les pays.

Sur le continent, le principal problème lié à la réalisation d'un recensement est d'abord et surtout d'ordre logistique. Les recensements coûtent chers et sont compliqués à mettre en oeuvre. En Chine par exemple, le recensement de 2000 a nécessité la mobilisation de 6 millions d'agents recenseurs!

Les recommandations actuelles des démographes pour les recensements en Afrique vont vers une simplification des questionnaires. En effet, les recensements doivent avoir des objectifs différents de ceux d'une enquête ou de l'Etat Civil. On propose désormais d'assigner aux recensements les objectifs suivants: une estimation de l'effectif total de la population et de sa distribution selon quelques caractères simples, la répartition de la population au niveau géographique le plus fin. Les recensements créés sur ce modèle auraient finalement pour principale vocation de fournir une base de sondage permettant la réalisation d'enquêtes démographiques et statistiques approfondies.

Les problèmes des recensements en Afrique subsaharienne ne se limitent cependant pas à leur réalisation. Bien souvent, les données récoltées sont sous-exploitées. Ainsi, une enquête a été menée au Cameroun sur l'utilisation des recensements par diverses administrations. Les raisons de la non-utilisation étaient : inadéquation des données, accès difficile aux données, retard dans la publication des résultats.

Cependant, lorsqu'il est mené dans de bonnes conditions, le recensement permet-il de connaître exactement le nombre des hommes? Dans les pays où les systèmes d'enregistrement des naissances, des décès et des migrations sont bien développés, il est possible de mener des estimations annuelles de la population en prenant comme base le recensement. C'est ce que fait l'INSEE en France par exemple. Cependant, les recensements fournissent sou-

vent un nombre d'habitants différents des relevés obtenus annuellement, différences qui peuvent parfois être importantes. Par exemple, en France, le recensement de 1968 enregistre 360 000 habitants de moins que l'estimation; en 1975, c'est 43 000 personnes manquantes, en 1990, le recensement compte à contrario 274 000 habitants supplémentaires et en 1990, il manque à nouveau 480 000 habitants. Ces différences restent peu importantes comparées aux résultats trouvés en Angleterre en 2001. Le recensement comportait une différence d' un million cent quarante mille habitants avec les estimations courantes. Pourquoi ces différences? Elles peuvent être liées à des problèmes logistiques dans la réalisation du recensement, à un double compte, aux nationaux vivant à l'étranger. Les instituts statistiques nationaux disposent de différentes méthodes permettant d'ajuster les données intercensitaires. Depuis 2004 en France, les recensements généraux de la population ont été remplacés par des recensements partiels menés tous les ans.

Les pays nordiques (Belgique, Danemark, Finlande etc.) utilisent fréquemment les registres de population pour connaître le nombre d'habitants à une date donnée. Ces registres consignent au niveau d'une commune les naissances, les décès et les migrations (entrées et sorties). Etablis depuis 1846 en Belgique, ils permettent une estimation constante de la population vivant sur le territoire national.

Parce qu'ils servent avant tout de base de sondage pour la réalisation d'enquêtes démographiques ou économiques, ils nécessitent néanmoins d'être menés régulièrement. Le dernier recensement de Madagascar date de 1993. C'est un des rares pays africains à n'avoir pas réalisé de recensements depuis le milieu des années 1990. Parmi ceux-ci, citons des pays à forte instabilité politique comme le Soudan, la République Démocratique du Congo ou l'Angola.

Clotilde Binet



## Références

Courbage Y., 2003, « Catholiques et protestants d'Irlande du Nord, les enjeux du recensement de 2001 », *Population et Sociétés* n° 390, 4p.

François M., 1993, « La situation de la collecte des données démographiques en Afrique subsaharienne francophone dans les années 1990: quelques suggestions pour l'améliorer », STATECO, 84p.

Gastineau B., Rakotoson L., 2005, « Evolution de la population à Madagascar », *Travaux et Documents*, n° 5, Programme 4D, Institut Catholique de Madagascar et Institut de Recherche pour le Développement, Antananarivo, 14p.

Gendreau, F. 1996. « L'avenir de l'observation démographique en Afrique », communication à la Chaire Quetelet, Louvain-La-Neuve : 15

Héran F. et L. Toulemon, 2005, « Que faire quand la population recensée ne correspond pas à la population attendue? », *Population et Sociétés* n° 411, 4p.

Omoluabi E. et Lévy M.-L., 1992, « Le recensement du Nigéria », *Population et Sociétés* n° 272, 4p.

Rohsbasser J.-M., 2005, « Comment compter la population? La méthode du multiplicateur aux XVIIe et XVIIIe siècles », *Population et Sociétés* n° 409, 4p.

Vidal A., 2002, *Démographie : éléments d'analyse et évolution du peuplement humain*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 192 p.

Le Canada dispose d'un site intéressant sur l'histoire des recensements menés notamment au Québec.

<http://www12.statcan.ca/francais/census01/info/history.cfm>



## Pour en savoir plus sur les recensements

- Pour obtenir des informations sur les recensements menés à Madagascar, on peut consulter le site de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) qui présente les résumés des rapports du recensement de 1993, ainsi que des tableaux. On trouve à la bibliothèque de ce même institut les rapports complets et détaillés. Pour obtenir des informations sur les recensements menés pendant la période coloniale, il faut se rendre aux archives nationales à Antananarivo.

<http://www.instat.mg>

- Plusieurs sites donnent accès à de l'information ou des liens directs aux questionnaires des recensements dans le monde. Citons parmi eux le site de l'institut belge de statistique, et le site des Nations-Unies.

[http://www.statbel.fgov.be/census/links\\_fr.asp](http://www.statbel.fgov.be/census/links_fr.asp)

<http://unstats.un.org/unsd/demographic/sources/census/censusquest.htm>

<http://unstats.un.org/unsd/demographic/census/cendate/index.htm>

- Le Census Bureau est l'institution responsable des recensements aux Etats-Unis. Il possède une division internationale (International Programs Center) qui a pour rôle de mener des études démographiques et socioéconomiques, ainsi que d'assurer le développement de la statistique dans le monde grâce à une aide technique, des formations et la production de logiciels. Les programmes en cours ainsi que diverses publications sont disponibles sur le site.

<http://www.census.gov>

- Le CEPED dispose d'une collection riche de nombreux documents relatifs aux recensements de population et aux enquêtes démographiques générales ou spécifiques en Afrique, qui y ont fait l'objet d'une attention particulière. Outre les rapports officiels, on y trouve aussi des documents techniques nécessaires à la collecte démographique. Le site donne accès à la liste des documents disponibles, et consultables au centre de documentation du CEPED. Les rapports listés concernent des recensements de population relatifs à un État, une région ou une ville, mais aussi des enquêtes par sondage générales (comme les premières enquêtes réalisées dans les années 1950 ou 1960 dans des pays d'Afrique francophone). Ce sont généralement des rapports officiels (cités sans mentionner l'organisme chargé de sa réalisation pour alléger la lecture). On y trouve aussi parfois mention d'autres travaux, comme les monographies méthodologiques réalisées sous l'impulsion du Groupe de Démographie Africaine qui s'est beaucoup investi dans ce domaine dans les années 1970.

[http://ceped.cirad.fr/documentation/article.php?id\\_article=223](http://ceped.cirad.fr/documentation/article.php?id_article=223)

- L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne, dénommé AFRISTAT, est une organisation internationale regroupant 18 Etats membres. AFRISTAT a pour mission de contribuer au développement des statistiques économiques, sociales et de l'environnement dans les Etats membres et de renforcer leurs compétences dans ces domaines. Il conseille les Instituts nationaux de statistique des Etats membres et soutient leur action. Il dispose de pouvoirs réglementaires dans le domaine de l'harmonisation des concepts, des normes et des méthodes statistiques. Cette volonté d'harmonisation et d'intégration est mise en œuvre par AFRISTAT à travers les opérations d'appui à la collecte, au traitement et à la diffusion de l'information statistique ou aux analyses et synthèses économiques. AFRISTAT a son siège à Bamako au Mali et a démarré ses activités le 2 janvier 1996.

<http://www.afristat.org>



## ***Rapport de synthèse sur la population en Afrique subsaharienne***

**Tabutin D. et Schoumaker B., 2004, « La démographie de l'Afrique au Sud du Sahara des années 1950 aux années 2000: synthèse des changements et bilan statistique », *Population*, 59 (3-4), 521-622**

« L'Afrique sub-saharienne (48 États, 50 pays, 700 millions d'habitants en 2004, près de 22 millions de km<sup>2</sup>) a longtemps été considérée par les démographes comme une région relativement homogène et résistante aux changements sociodémographiques qui étaient en cours dans une bonne partie du monde dès les années 1950 ou 1960. Dans les années 1970, on parlait encore d'une démographie africaine ou d'une démographie de l'Afrique tropicale, globalement caractérisée par des mariages précoces et universels, des fécondités élevées, des mortalités importantes et finalement des croissances rapides. Depuis, la situation a bien changé et l'Afrique ne fait plus figure d'exception : globalement, elle est entrée dans le processus de la transition démographique. (...) Au cours des années 1990, la démographie de l'Afrique et des sous-régions et pays qui la constituent a fait l'objet de quelques grandes synthèses, sous forme notamment d'ouvrages collectifs, axés sur l'ensemble des composantes des dynamiques démographiques ou plus souvent sur l'une ou l'autre problématique, dont notamment la fécondité et le sida. Cette chronique, par définition moins ambitieuse, a un double objectif : 1) présenter les données les plus comparables, fiables et récentes possible, sur les évolutions depuis 1950 et les caractéristiques actuelles des populations de chaque pays. Ces données sont rassemblées dans l'annexe statistique qui comprend 14 grands tableaux correspondant à chaque point traité dans le texte ; 2) faire une synthèse dégagant les grands éléments des changements et la diversification croissante des situations dans la région. Graphiques et petits tableaux résumeront l'information. Cette chronique est centrée sur l'Afrique sub-saharienne, ce qui exclut les 5 pays d'Afrique du Nord dont l'histoire, la culture et la démographie sont autres : avec le Moyen-Orient, cette région fera l'objet d'une prochaine chronique. »

[http://www.ined.fr/publications/rapport\\_parlement/present.htm](http://www.ined.fr/publications/rapport_parlement/present.htm)

## On parle de Madagascar

- L'Institut National Audiovisuel permet de consulter en ligne près de 10.000 émissions de radio et de télévision couvrant une période des années 1920 à aujourd'hui. La plupart des émissions peuvent être regardées et écoutées en ligne gratuitement. On trouve 22 documents sur Madagascar.

<http://www.ina.fr/>

- Les Cahiers d'Etudes africaines, éditée par l'EHESS, contiennent 55 références sur Madagascar. La revue n'est pas consultable sur internet, mais le site donne accès aux résumés des articles.

<http://etudesafricaines.revues.org/document872.html>

- Des documents de travail récents de DIAL (2006) sont disponibles en ligne:

- Jean-Michel Wachsberger : *Les quartiers pauvres à Antananarivo : enfermement ou support ?*, 21 pages

- Javier Herrera, Mireille Razafindrakoto, François Roubaud : *Les déterminants du bien-être subjectif : une approche comparative entre Madagascar et le Pérou*, 29 pages

- Agnès Adjamagbo, Philippe Antoine, Donatien Béguy, Fatou Binetou Dial : *Comment les femmes concilient-elles mariage et travail à Dakar et à Lomé ?*, 18 pages

[http://www.dial.prd.fr/dial\\_publications/dial\\_public\\_doctrav.htm](http://www.dial.prd.fr/dial_publications/dial_public_doctrav.htm)

- Le dernier numéro de la revue *Tsingy* vient de paraître. La revue dispose désormais de son site internet. En plus de quelques informations pratiques, vous pourrez y retrouver les illustrations publiées dans leur format original et en couleur dans la revue.

<http://www.gotomada.com/tsingy>

- Deux sites où l'on trouve de la documentation chiffrée sur la population dans la plupart des pays du monde (dont Madagascar). Les informations concernent la croissance démographique, la population urbaine, les taux de natalité et de mortalité etc.

[http://www.photius.com/wfb1999/rankings/population\\_0.html](http://www.photius.com/wfb1999/rankings/population_0.html)

<http://www.library.uu.nl/wesp/populstat/populhome.html>

- Le réseau « Alliance pour la Recherche sur les Aspects Sociaux du VIH/SIDA » a pour but le développement de la recherche en sciences sociales sur le sida en Afrique subsaharienne. Sur leur site Web, on trouve de nombreuses publications, un lien vers la nouvelle revue bilingue du Human Sciences Research Council et les résumés des communications de la 2e Conférence africaine sur les aspects sociaux de la recherche sur le sida et VIH qui s'est tenue à Cape Town du 9 au 12 mai 2004.

<http://www.sahara.org.za/>

- CLIO, *Histoire, Femmes et Sociétés*, est une revue semestrielle francophone centrée sur les femmes. Organisée autour d'un thème, elle comprend, en outre, les rubriques suivantes : actualité de la recherche ; témoignages et interviews ; documents ; informations et initiatives ; CLIO a lu ; CLIO a reçu. L'ensemble des articles sont téléchargeables.

Le numéro 6 (1997) de la revue, consacrée aux « Femmes d'Afriques » contient un article de Dominique Dubois sur « Tamatave, cité des femmes ».

« Les femmes betsimisaraka de la côte est de Madagascar jouent depuis le XVIIe siècle un rôle déterminant dans le contact entre les autochtones et les étrangers. Elles en tirèrent prestige et fortune même si, après la conquête du littoral par les Merina, les alliances avec l'étranger ne sont plus au cœur des enjeux du pouvoir local. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, les femmes continuent de bénéficier d'un statut particulier, qu'elles soient « ménagères » (concubines) ou prostituées. Auxiliaires indispensables des traitants et incontournable soutien des missionnaires, elles sont des intermédiaires culturels de premier plan, surtout lorsqu'elles ont reçu une éducation européenne aux Mascareignes, ce qui est souvent le cas des femmes métisses. Novatrices en matière de religion, revendicatrices parfois et sources de conflit pour les diplomates et les gouverneurs merina, elles sont néanmoins indispensables à ces derniers en ce qui concerne la gestion des rapports avec l'étranger. »

<http://clio.revues.org/sommaire800.html>

## Se documenter sur la population

- Michel Bozon, François Héran, *La formation du couple*, Éditions La découverte, Collection "Classiques" 2006, 235 pages.

« Ce recueil réunit des articles de Michel Bozon et François Héran sur la formation des couples, parus principalement dans la revue Population et qui sont devenus des classiques de la sociologie. Y sont abordées les questions suivantes : comment découvre-t-on son conjoint ? Quelles sont les qualités physiques qui attirent chez le partenaire ? Pourquoi les femmes épousent-elles des hommes plus âgés ? Comment les mariages se déroulent-ils à l'époque contemporaine ? Le mariage est-il un facteur de mobilité sociale ? »

<http://www.ined.fr>

- L'Union pour l'Etude de la Population Africaine est une Organisation scientifique, panafricaine, à but non lucratif. L'UEPA a été créée à l'initiative de la CEA en mars 1984. L'objectif principal de l'Union est de promouvoir l'étude scientifique de la population en Afrique par le moyen de la recherche, la formation, l'information, l'assistance technique et la coopération. Le rôle de ce réseau d'échange d'informations est d'encourager la collaboration entre les spécialistes des questions de population de tous les pays africains; de faciliter la réalisation d'études et de recherche sur les questions clefs de population en Afrique; d'assurer la diffusion la plus large possible des informations scientifiques concernant les questions de population en Afrique, ainsi que leur prise en compte dans les stratégies de développement des pays africains; de susciter l'intérêt des gouvernements, des organisations nationales, régionales et internationales, des associations scientifiques et des collectivités des pays africains, aux questions de population.

Sur le site de l'UEPA, on peut télécharger les communications des dernières conférences :

- 2004, Johannesburg, le vieillissement en Afrique
- 2003, Tunis, Population et pauvreté en Afrique

<http://www.uaps.org>

- Parmi les nombreuses revues disponibles sur internet en version intégrale, citons ce mois-ci:

- La Revue Européenne des Migrations Internationales (REMI) a pour vocation de publier les travaux de recherche, empiriques et théoriques, des différentes disciplines concernées par les migrations internationales et des relations interethniques. Tout en privilégiant la dimension européenne comme cadre spatial de référence, la revue est ouverte à d'autres champs, à travers d'autres systèmes migratoires dans le monde.

<http://remi.revues.org>

- African Population Studies, la revue de l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA) : une revue bilingue (publications en français et en anglais), qui paraît deux fois par an en mars et en septembre.

<http://www.uaps.org/journal/journal.htm>

- La très belle exposition « Naissances: gestes, objets et rituels » au Muséum d'Histoire Naturelle (jusqu'en septembre 2006) est en ligne.

<http://www.mnhn.fr/naissances/>

- Pour comprendre le vocabulaire compliqué de l'économie et de la démographie, l'Insee met en ligne un Dictionnaire des concepts et des définitions statistiques.

[http://www.insee.fr/fr/nom\\_def\\_met/definitions/html/accueil.htm](http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/definitions/html/accueil.htm)

- L'équipe Cassini (EHES) présente un site qui est la mise en scène de deux siècles d'évolution des territoires et des populations communales appuyés sur la représentation du paysage français du XVIIIe siècle. La navigation cartographique permet de se déplacer sans discontinuité sur l'ensemble du territoire et de faire paraître les limites administratives communales et départementales d'aujourd'hui.

<http://cassini.ehess.fr>

## Evénements

● Un atelier sur « Genre et migration : bilan et perspectives » se tiendra du 5 au 7 juillet 2006 à Paris. Ce colloque est organisé par le laboratoire MIGRINTER et le Réseau Européen HumanitarianNet (Université de Deusto). Migrinter est une équipe de recherche spécialisée dans l'étude des migrations internationales et des relations inter-ethniques. C'est une des deux composantes d'un laboratoire de recherche (UMR 6588 MIGRINTER -TIDE) qui associe le CNRS aux universités de Poitiers et de Bordeaux 3. Migrinter est hébergée par la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers.

[http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/Colloque20ans\\_programme.pdf](http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/Colloque20ans_programme.pdf)

● L'Institut Régional de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) organise, du 23 au 26 mai 2006 à Yaoundé (Cameroun), un symposium international sur le thème : "la formation et la recherche en sciences de la population pour le développement de l'Afrique : enjeux et défis". Ces assises regrouperont, outre les représentants des Etats membres et les partenaires au développement, les personnalités politiques africaines et scientifiques venant de divers continents (Amérique, Europe, Asie). Ce symposium se propose de répondre aux deux questions essentielles suivantes :

- quelles stratégies mettre en œuvre pour assurer, de façon plus pertinente et plus durable, la formation et la recherche en science de la population de développement des pays africains ?

- quelles stratégies de renforcement des capacités institutionnelles et humaines mettre en œuvre dans ce domaine pour les pays africains ?

<http://www.iford-cm.org>

● Une rencontre aura lieu à Paris du 29 novembre-1er décembre 2006 sur le thème : « Études africaines : état des lieux et des savoirs en France ». L'appel à propositions est en cours jusqu'au 31 mai 2006.

"Cette rencontre du Réseau des Études africaines n'est pensée ni comme un colloque, ni comme un ensemble de séminaires spécialisés, mais comme un forum et un carrefour. Le but de ces journées est d'aboutir au bilan des recherches menées en France, à travers les diverses disciplines, et de mettre en lumière les problématiques, débats et acquis récents des Études africaines. »

<http://www.etudes-africaines.cnrs.fr/>

● Un Master de Géographie de la santé ouvre l'année prochaine en co-habilitation Paris X et Paris XII et en collaboration avec Paris V, Paris VI, l'INED et l'IRD. Les étudiants devront, à l'issue de leur master, être capables de concevoir un programme de recherche et de maîtriser les outils de la géographie de la santé pour décrire des disparités spatiales de santé et en analyser les déterminants, analyser le fonctionnement du système de soins (offre, activité, recours) dans ses liens avec le territoire, intervenir comme géographe et spécialiste de l'analyse spatiale dans des équipes pluridisciplinaires, s'intégrer dans des équipes opérationnelles d'aménagement et/ou de santé publique.

Pour plus d'informations, contacter Gérard Salem : [gsalem@institutcancer.fr](mailto:gsalem@institutcancer.fr)



Ce numéro a été coordonné par Clotilde Binet (Université Paris X - IRD) et Bénédicte Gastineau (IRD - LPED). Le prochain numéro paraîtra au cours du mois de Juin. Si vous souhaitez nous envoyer vos commentaires sur le numéro 16 ou des informations pour le numéro suivant, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : [bipmada@yahoo.fr](mailto:bipmada@yahoo.fr)